

La saison des idées

Le Parti québécois, un parti rendu à maturité

Par Jean-Herman Guay, professeur titulaire en Sciences politiques à l'Université de Sherbrooke

(texte ajouté le 2003-10-17)

Allocution pour le Conseil national du 18 octobre 2003

René Lévesque écrivait dans son autobiographie

«Les partis appelés à durer vieillissent généralement assez mal. Ils ont tendance à se transformer en Églises laïques hors desquelles point de salut et peuvent se montrer franchement insupportables. À la longue, les idées se sclérosent, et c'est l'opportunisme politicien qui les remplace. Tout parti naissant devrait, à mon avis, inscrire dans ses statuts une clause prévoyant qu'il disparaîtra au bout d'un certain temps. Une génération? Guère davantage, ou sinon, peu importe les chirurgies plastiques qui prétendent lui refaire une beauté, ce ne sera plus un jour qu'une vieillerie encombrant le paysage politique et empêchant l'avenir de percer. »

On peut s'opposer à l'esprit de cette affirmation de René Lévesque, on peut souhaiter un amendement sur un mot ou sur l'autre, mais on ne peut pas rester insensible à l'esprit qui s'en dégage.

Le 14 octobre 1967, il y a 36 ans presque jour pour jour, René Lévesque quittait le Parti libéral du Québec. Le Parti québécois, vous le savez autant que moi, est né l'année suivante : son congrès de fondation a eu lieu de le 11 octobre 1968. Que dire d'un parti qui a 35 ans? Quel regard jeté sur ce qu'il est, ce qu'il a fait de ses rêves, aussi bien dans l'opposition que pendant les années où il fut au pouvoir? Que penser de lui maintenant? Que dire de son programme?

L'élection du 14 avril 2003

Le 14 avril dernier le Parti québécois est allé chercher l'appui du tiers des Québécois, un maigre trois pour cent de plus qu'en 1973. Le pire score en trente ans. Une occasion de réfléchir!

Certains diront que cette dégringolade est conjoncturelle, momentanée. Peu d'éléments militent pour une telle lecture. L'économie se portait bien, même très bien, mieux que jamais. Le chef du Parti était apprécié, plus que son parti et que son programme. Les journalistes ont été durs, mais tout autant qu'ils l'ont été avec les libéraux ou les adéquistes. Se cacher derrière la conjoncture pour éviter un examen de conscience, c'est faire preuve de myopie.

Se cacher derrière les 45 sièges obtenus n'est guère mieux. Ce n'est pourtant que 33% des gens qui ont voté pour le Parti québécois. Et ce n'est pas non plus parce que le vote social-démocrate s'est divisé. Le Parti libéral a affiché ses couleurs un septembre 2002 et l'ADQ ne faisait pas de cachette avec ses positions de droite.

Quant à une division du vote souverainiste, il convient d'être prudent. Si c'est vraiment le cas, il faut à tout le moins reconnaître que ceux qui ont appuyé l'ADQ, n'avait pas un tonus souverainiste élevé : Mario Dumont ayant clairement affiché ses convictions fédéralistes à Toronto à l'automne 2002. En fait, il faut se souvenir que les choses auraient pu être bien pires!

Mais certains diront que l'option va bien. Les sondages nous montrent un appui de 40, 41, parfois même 44%. «Ne vous inquiétez pas», la main sur l'épaule, «nous sommes à quelque cinq ou six points d'une victoire». Pardonnez moi; je ne fais pas la même lecture que vous. Livrez vous à un exercice fort simple dès

demain, dimanche. Rendez-vous au presbytère de votre paroisse. Et dites au curé inquiet de l'avenir du catholicisme au Québec qu'il n'a pas à se faire de mauvais sang, que vous avez une bonne nouvelle pour lui. La main réconfortante posée sur l'épaule, dites-lui que le dernier recensement révèle que 5 930 385 personnes se sont déclarées catholiques soit 83% des Québécois. À l'oreille de l'homme inquiet, dites que la foi est assurée, que l'enquête la plus sophistiquée faite atteste d'une manière incontestable la victoire du catholicisme. Je ne connais pas votre curé... ni le mien d'ailleurs. Mais je sais une chose : ou bien il va rire de vous, ou bien il va prier pour vous, ou bien il va vous envoyer au diable. Vous êtes sceptiques? Quittez le presbytère, allez à l'église et voyez de vos yeux. Les églises sont vides; les séminaires aussi, les curés comme les fidèles ont les cheveux blancs.

Oui, dans les sondages les gens se disent souverainistes dans une proportion encore élevée, mais cet appui n'a plus la ferveur d'autrefois; l'engagement n'est plus au cœur de l'agenda, il ne provoque plus les échanges animés autour de la table. On se dit souverainiste par défaut, par habitude, parce qu'on ne veut pas renier officiellement ses convictions. Elles subsistent dans une mémoire latente, en sourdine, comme une nostalgie, un désir qu'on est sur le point de ranger dans la boîte aux souvenirs.

Est-ce le cas de tous? Non bien sûr. Vous en êtes la preuve. Mais c'est peut-être le cas de la moitié, à tout le moins, du tiers de ceux qui se disent souverainistes.

On pourrait choisir un autre mot, mais ce premier constat provoque une inquiétude. Et cette inquiétude est encore plus palpable lorsque vous pensez à l'avenir du «parti frère», le Bloc québécois.

Un parti idéologique au bout de ses énergies

Mais il n'y a pas que l'inquiétude. Examinons les choses avec plus de recul encore.

Le Parti québécois est de toute évidence, et ce depuis sa fondation, un parti d'idées, un parti idéologique. Ce programme de 211 pages est rempli d'idées audacieuses. Celles-ci se déploient sur deux fronts : le rapport avec l'autre nation et le rapport avec l'État. En lisant le programme, il n'y a aucun doute sur la nature du Parti québécois : il est à la fois souverainiste et social-démocrate.

Quant au Parti libéral du Québec, il n'y a pas de doute qu'il est un parti de gestion. Ce n'est pas que son programme ne compte pas d'idées, mais celles-ci sont le plus souvent l'écho des idées qu'on retrouve dans la société. Le Parti libéral du Québec ne prétend pas connaître les intérêts du Québec mieux que les Québécois eux-mêmes. Il suit ceux-ci d'année en année. Il n'a pas de pédagogie pour les convaincre d'un projet puisqu'il n'a pas de projets qui dépassent l'horizon du présent ou du mandat en cours. Il modifie, corrige, adapte. Il rénove, mais il ne bâtit pas. Le mot «réingénierie» déplaît? On le biffe.

La conséquence est la suivante : le Parti libéral du Québec a traversé le temps. Il est le seul parti qui était là il y a cent ans et il se trouve encore en lice élection après élection. Tous les autres partis, plus ou moins idéologiques, n'ont pas été capables de résister à l'épreuve du temps. Les partis politiques idéologiques sont pendant un certain temps motivés par la diffusion du projet, emballé par ce travail d'éducation incessant et grisant. Rendu à un certain stade de leur développement, un danger les guette : la déception.

La déception de ne pas convaincre. Les énergies s'épuisent alors et les militants rentrent chez eux dans l'espace privé, assommés par la «récapitulation de leurs déceptions».

Néanmoins des victoires

Le problème est cependant plus complexe. Il n'y a pas qu'inquiétude et déception. Je ne veux pas faire de la haute théorie, mais je dois néanmoins rappeler une simple vérité. Les idéologies – le nationalisme, comme le féminisme ou le marxisme – sont riches d'une symbolique, d'un rituel. Ces idéologies se fixent des cibles. Elles jugent de l'avancement du projet en fonction de la distance qui les séparent des cibles choisies au point de départ.

Or, souvent, heureusement ou malheureusement, le projet n'emprunte pas la trajectoire escomptée. Il ne se déploie pas comme on l'avait imaginé. Les symboles ne sont pas au rendez-vous. Le mouvement évolue, mais dans une direction quelque peu différente qui dévie de la cible.

Quand René Lévesque a fondé le Parti québécois, les francophones étaient un peuple de locataires, sous-scolarisés, absents des conseils d'administration, privés d'un réel entrepreneurship. Leur culture n'était pas ou si peu reconnue. Les écarts de revenus entre francophones et anglophones étaient très prononcés et

l'arrogance du gagnant, bien que minoritaire, était inscrite dans mille et une attitudes de la vie quotidienne. Relisez Miron, relisez Godin, souvenez-vous de «Speak white».

Au début des années soixante, l'État québécois commençait à peine à ressembler à un État moderne. La charité, privée ou religieuse, faisait encore office de sécurité sociale.

Aujourd'hui qu'en est-il? Les écarts entre francophones et anglophones sont réduits, et certains chiffres présentent les francophones comme les gagnants. Les locataires sont largement devenus propriétaires. La sous-scolarité n'est plus une problématique aussi marquée. Le Québec compte à présent un entrepreneurship actif et redoutable. Le Québec dispose d'un des filets de sécurité sociale les plus forts. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres est plus réduit ici qu'en France ou en Allemagne, là où pourtant des traditions socialistes sont en place depuis la fin du XIXe siècle. Quant à la culture québécoise, elle est largement reconnue sur les scènes du monde comme sur les écrans de télévision.

En 40 ans, le Québec est devenu l'une des sociétés les plus progressistes de la planète. Tous les Québécois ont mis l'épaulé à la roue : entreprises, universités, gens de littérature comme gens du cirque. Toutes les institutions y ont pris part : les centrales syndicales, les groupes communautaires, le Parti libéral du Québec et même le Gouvernement fédéral. Mais, s'il faut trouver une force, un joueur, un parti qui a œuvré dans cette direction; s'il faut trouver le foyer de la «fierté» qui a amené les francophones à se prendre en main, tout le monde reconnaîtra la magnifique contribution du Parti québécois. La contribution des Parizeau, Landry, Bouchard et Johnson ne fait pas de doute. Et la contribution de Lévesque est inscrite au fronton de nos réussites. En ce sens, le programme du Parti québécois a été largement réalisé. Le projet souverainiste n'a pas abouti, mais il a néanmoins provoqué des changements importants dans la structure économique de la société. Cependant, la part non réalisée est une part importante. Le Québec n'a pas de siège aux Nations-Unies. Le Québec n'a pas tous les pouvoirs législatifs... mais ce qui faisait du Parti québécois un mouvement social n'est plus tout à fait là. Les raisins de la colère ont disparu. L'insécurité linguistique n'habite plus le milieu du travail ou celui du commerce et le sentiment d'infériorité est rentré dans les livres d'histoire.

La quête de tous les pouvoirs ou d'un plus grand nombre de pouvoirs revêt à présent un caractère essentiellement administratif; elle n'a plus d'échos dans la vie quotidienne des gens. En réclamant tout du fédéral, les péquistes ont jadis exercé une fascination dans la mesure où la génération des années soixante-dix demandait elle aussi au travail, comme à l'école, dans les universités comme dans les magasins le droit de parler français, le droit de gravir les échelons et le droit d'être respecté.

Il s'est opéré une chimie entre la revendication linguistique, la revendication étatique et la revendication très personnelle de centaines de milliers de personnes. Paradoxalement, si les gens ne parlent plus de souveraineté c'est parce qu'elle ne renvoie pas à leur vie. Et parce qu'elle ne parle plus de la vie réelle, poètes et artistes, cinéastes et romanciers n'en font plus l'objet de leurs tourments.

C'est un peu comme cela que les mouvements se transforment. Leur formulation et leur diffusion ont exercé une influence telle – une menace si grande - que leur réalisation finale a perdu une large part de sa pertinence. La société moderne a cette incroyable capacité d'absorber et de se transformer sans casser

Ce constat que je vous lance avec des mots trop simples et des paragraphes trop courts, une absence de nuances que vous me reprocherez peut-être, laisse néanmoins dans la bouche un goût aigre-doux, d'accomplissement et d'inachèvement.

Ce triple constat amalgame trois émotions : l'inquiétude, la déception et cette ambivalence dans la réussite des rêves. Tout cela suscite une réflexion sur l'ici et maintenant, sur le présent. Que faire?

Que faire?

Certains disent : comptons sur l'adversaire. Faisons du judo avec ses faiblesses. Certains s'imaginent que Jean Charest va se tirer dans le pied. Rien n'indique de la part des libéraux un dérapage majeur. Ils travaillent sur un programme connu, bien présenté lors de la dernière campagne. Ils ont la légitimité d'agir. C'est un parti d'expérience. Le chef libéral est politicien habile qui maîtrise à présent les dossiers québécois. Comme un chat, il tombe et retrouve son équilibre. À mes yeux, il mérite autant le respect que ses prédécesseurs. Compter sur une quelconque turpitude de sa part, laisser entendre qu'il n'a pas de flair politique me semble un calcul limité. D'autres diront qu'il faut plutôt compter sur le gouvernement fédéral pour provoquer un mouvement de société? On attend l'erreur, celle d'un autre Meech. Je ne suis pas de cet avis. Il y a fort à parier que Paul Martin se montrera plus pragmatique dans le dossier constitutionnel que Jean Chrétien. Il ne faut du reste jamais sous-estimer son adversaire. Profiter des erreurs de l'autre me

semble judicieux en politique, mais compter sur elles pour reprendre le pouvoir et réaliser son programme me semble dénoter un manque de contenu.

D'autres posent le problème d'une manière plus stratégique qui mérite plus d'attention. Convaincus que le Parti libéral va tourner à droite, ils estiment que le Parti québécois doit tourner à gauche. Faut-il définir un projet de société dans lequel l'État serait encore plus présent? Si nous étions à mi-chemin entre Bruxelles et Paris, peut-être. Si nous avons les coffres bien garnis? Pourquoi pas! Si nous avons un fardeau fiscal similaire à celui de nos partenaires commerciaux, ce serait possible. Mais aucune de ces conditions n'est remplie. Plus encore, alors qu'au début des années soixante, l'État québécois était le seul levier économique pour nos entreprises, ce n'est plus le cas maintenant. Il existe un capital québécois solide, des institutions importantes. L'État n'exerce plus la même fascination qu'autrefois dans la mesure où il n'a plus le monopole du soutien.

En fait, si le Parti libéral tourne trop à droite, c'est le centre qu'il va laisser à découvert. C'est le centre et ses banlieues de gauche qu'il faut peut-être occuper .

D'autres vivent avec la conviction que le Parti québécois a mal vendu son message, qu'il s'est égaré dans la formulation. Le problème en serait un de vente, de marketing politique ou de pédagogie. Vous avez été au pouvoir presque vingt ans. Vous avez été dirigés par les orateurs les plus charismatiques du Québec. Vous avez longtemps profité du soutien des artistes et des intellectuels. Comment croire qu'il s'agit essentiellement d'un problème de formulation? Je réentends l'aveu de Lucien Bouchard au moment de sa démission : «je reconnais que mes efforts pour relever rapidement le débat sur la question nationale sont restés vains».

Si l'on ne peut compter ni sur l'adversaire, ni sur un nouveau projet de société plus à gauche, ni sur une relance mobilisatrice du projet souverainiste, que faut-il faire?

J'aurais aimé vous offrir sur un plateau d'argent une recette magique, une alternative emballante et stimulante. Ce n'est pas le cas. Mais je dois quand même ajouter ceci avant de conclure : tous les grands projets politiques souffrent d'une fatigue chronique depuis presque vingt ans. Ils évoluent dans une culture où le mépris et le cynisme dominent; ils transigent avec des militants épuisés. Ils parlent d'un «nous», qui n'est plus qu'une collection de «moi». Ils ont des projets globaux qui ne collent plus avec nos modes de vie segmentés, diversifiés et éclatés.

Les partis de gestion ne, eux, s'en tirent pas trop mal – peu d'audace, peu de déception; mais ceux qui veulent davantage, qui véhiculent des projets et des désirs, ont beaucoup de peine à définir des défis convergents. Le XXe siècle a été très politique, trop politique. Le présent siècle est sceptique à l'endroit du discours politique.

Mais quelle est donc la conclusion de mon propos. Le Parti québécois doit faire le deuil de certains rêves ou de certaines cibles précises tout en se félicitant des progrès réalisés.

Il a atteint une maturité certaine. S'il continue de déployer des énergies pour fixer de nouveaux rendez-vous avec l'Histoire, il va s'épuiser dans son rêve et se marginaliser. Le Parti québécois doit assumer son âge – ses trente-cinq ans bien comptés; le Québec a besoin d'un Parti québécois solide, qui ne brûlera pas ses énergies dans une jeunesse imaginaire. Son programme doit refléter cette nouvelle attitude.

La situation particulière du Québec en Amérique du Nord oblige – et obligera toujours - l'existence d'un parti nationaliste, conscient des acquis, confiants en l'avenir, mais toujours vigilant à l'endroit des érosions possibles. Le Québec a besoin d'une alternative politique; il a besoin de gens qui seront en mesure d'être là – 125 candidatures solides - parce qu'ils auront résisté à la tentation d'une pureté appréciée uniquement par quelques initiés. Autrement, en s'enfermant dans un évangile trop bien prescrite, les militants du Parti québécois connaîtront les désarrois qui affligent ceux et celles qui n'ont pas reconnus qu'avec le temps rien ne reste intact. Un mot encore.

Devenir un vieux parti? Oui, jusqu'à un certain point. Un parti de gestion? Ce n'est pas déshonorant. Un parti qui sera suffisamment présent pour défendre les acquis. Un parti suffisamment ouvert et éclaté - et horizontal dans sa prise de décisions - pour laisser percer la nouveauté lorsqu'elle exigera de la place, du soutien et l'expérience de ceux et celles qui ont fait un sacré bout de chemin. Un parti suffisamment flexible pour saisir les aléas de l'Histoire et capable d'ouvrir à nouveau le tiroir des souvenirs et brandir à un âge avancé, la voix rauque, mais belle, le besoin d'un pays aux générations qui en sentiront peut-être à nouveau

la nécessité.